

1) Construction ou reconstruction d'une partie de la route 132, située en la Ville d'Amqui, dans la circonscription électorale de Matapédia, selon le plan AA20-3371-7602-1 (projet 20-3371-7602) des archives du ministère des Transports;

QUE les dépenses inhérentes soient payées par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

39877

Gouvernement du Québec

Décret 30-2003, 15 janvier 2003

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles, avec les biens meubles accessoires, pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 170, située en la Municipalité de Saint-Félix-d'Otis (D 2002 68036)

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, décrits ci-après;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime:

QUE le ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime soit autorisé à acquérir par expropriation les immeubles avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, pour réaliser les travaux suivants, à savoir:

1) Construction ou reconstruction d'une partie de la route 170, située en la Municipalité de Saint-Félix-d'Otis, dans la circonscription électorale de Dubuc, selon le plan AA20-3671-7115 (projet 20-3671-7115) des archives du ministère des Transports;

QUE les dépenses inhérentes soient payées par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

39878

Gouvernement du Québec

Décret 31-2003, 15 janvier 2003

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres du Travail qui se tiendra à Québec, les 23 et 24 janvier 2003

ATTENDU QU'une conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres du Travail se tiendra à Québec, les 23 et 24 janvier 2003;

ATTENDU QUE les sujets inscrits à l'ordre du jour de cette conférence intéressent le gouvernement du Québec;

ATTENDU QUE l'article 3.2 1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale-territoriale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail et ministre du Travail et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE le Québec participe à la conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres du Travail qui se tiendra à Québec, les 23 et 24 janvier 2003;

QUE le ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail et ministre du Travail, M. Jean Rochon, dirige la délégation du Québec à cette conférence;

QUE la délégation soit composée, outre le ministre, de:

— Mme Nancy LaRue, attachée politique, cabinet du ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail et ministre du Travail;

— M. Roger Lecourt, sous-ministre, ministère du Travail;

— Mme Danielle Girard, secrétaire adjointe, ministère du Travail ;

— M. Pierre Boileau, vice-président, Commission des normes du travail ;

— M. Yves Brissette, conseiller, Commission de la santé et de la sécurité du travail ;

— Mme Valérie Côté, conseillère Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes ;

QUE le mandat de cette délégation soit d'y exposer la position du Québec conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

39879